



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

Bar-le-Duc, le 10 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Union Laitière de la Meuse (ULM)

le Nid du Cygne
CS 20149
55100 Bras-sur-Meuse

Références : EK/262-2024
Code AIOT : 0006208331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement Union Laitière de la Meuse (ULM) implanté le Nid du Cygne CS 20149 55100 Bras-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Union Laitière de la Meuse (ULM)
- le Nid du Cygne CS 20149 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006208331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société coopérative ULM exploite un site industriel de collecte et traitement du lait. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral 2011-2884 du 28 juillet 2011. Les activités exercées sont destinées à la fabrication de beurre, crème et la séparation des différents constituant du lait.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejet en sortie	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de la station d'épuration interne	28/07/2011, article 4.3.8-2		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incendie	Code de l'environnement du 27/09/2024, article 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ULM de Bras-sur-Meuse a déclaré un incendie sur son site le lundi 20 mai 2024. Un bâtiment de stockage de pièces de rechange pour l'usine et d'équipements pour les agriculteurs ainsi que l'atelier de pilotage de la station d'épuration industrielle du site sont endommagés ou détruits.

L'ensemble des eaux d'extinctions ont été canalisés vers le bassin d'orage et le bassin d'aération n°1 de la station d'épuration. Une pollution des eaux souterraines et superficielles est écartée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2024, article 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ULM a déclaré le lundi 20 mai 2024 un incendie sur son site de Bras-sur-Meuse. Un bâtiment abritant un stockage de matériel, le laboratoire STEP ainsi que le poste de pilotage STEP sont détruits ; de fait la station d'épuration est hors service.</p>

La cause de l'accident n'est à ce stade pas connue.

Une fois la situation de crise levée l'exploitant est tenu d'analyser les causes profondes de cet incident et proposera des mesures permettant de maîtriser le risque afin qu'un événement similaire ne se reproduise pas.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejet en sortie de la station d'épuration interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2011, article 4.3.8-2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet en sortie de la station d'épuration interne

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux issus du traitement des eaux usées de l'établissement par la station d'épuration interne doivent satisfaire aux valeurs limites suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

Température : inf.30°C

pH : 5.5-8.5

Débit : 300 m³/j en moyenne et 400m³/j en pointe

	Flux maximum	Concentration moyenne (mg/l)
MEST	14	35
DCO	50	125
DBO5	10	25
NGL	4	10
NTK	0,2	0,5
Pt	0,8	2
Matières grasses : substances extractibles à l'Hexane (SEH)	4	10
Hydrocarbures totaux	2	5
AOX	0,4	1

Constats :

L'exploitant précise que les eaux d'extinction ont été canalisées en grande majorité dans le premier bassin d'aération « BA1 » de la STEP d'une contenance d'environ 400-500m³ . Une part moindre a été dirigée dans le bassin d'orage d'une contenance maximale de 870m³. Par conséquent le risque de pollution des eaux souterraines et de surfaces est écarté.

Le jour de la visite l'inspection constate que ces 2 bassins sont proches du débordement.

L'exploitant est en attente des résultats d'analyses nécessaires pour déterminer la destination des eaux stockées dans le bassin d'orage conformément à l'arrêté préfectoral du site.

Les boues et les eaux contenues dans le « BA1 » de la STEP seront envoyées vers une filière de traitement adaptée. En attendant cette évacuation, elles ont été pompées et stockées temporairement en grande partie sur le site (environ 500m³) dans une poche de 240 m³ et des

citernes provenant d'agriculteurs. Le reste est stocké à l'extérieur du site chez un unique agriculteur dans une fosse étanche. L'exploitant a transmis à l'inspection les documents permettant la traçabilité de ces déchets. **Les bordereaux de suivi de déchets seront tenus à la disposition de l'inspection.**

Après nettoyage du « BA1 » les fonctions principales de la station d'épuration ont été remises en service. Toutefois le poste de pilotage étant détruit, les équipements assurant l'autosurveillance en entrée et en sortie de station sont non utilisables. La mesure du débit n'est donc pas possible. Pour les autres paramètres l'exploitant procède par échantillonnages puis les analyses sont réalisées par un laboratoire extérieur.

Afin de limiter les apports d'eau vers sa station l'exploitant procède à des lavages externalisés, une reprise lente du rythme de production et des ajustements dans les productions.

Des analyses d'eau avant rejet au milieu naturel ainsi qu'à des prélèvements à l'amont et à l'aval du point de rejet sont effectuées.

Les concentrations (mg/l) transmises au 29 mai sont les suivantes :

DATE	SORTIE							
	VOLUME	pH	DCO	MES	NO3-	NO2-	Phosphate	NGL
valeur limite	1000		125	35			2	10
25/05/2024		7,76	65	32,5	0	0	29,8	6,2
26/05/2024		7,91	79,8	40,3	0	0	12	5,6
27/05/2024		7,72	75,3	33,1	0	0	10,8	5
28/05/2024		8,1			0	0		
29/05/2024		8,05			0	0		

L'inspection relève en particulier un niveau élevé de la concentration en phosphates.

Les résultats en amont/aval du point de rejet sont les suivants :

MEUSE		
DATE	AMONT	AVAL
	P (mg/L)	P (mg/L)
25/05/2024	0,11	0,1
26/05/2024	0,03	0,17

L'exploitant est tenu de transmettre dès que possible une analyse complète en flux et en concentrations des paramètres réglementés par son arrêté préfectoral d'autorisation. Les paramètres à analyser en amont/aval du point de rejet sont à minima ceux faisant l'objet d'un dépassement notable des valeurs limites d'émission autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours